DOSSIER d'engagements

PRENONS le **PARTI** de la **SOLIDARITÉ**

Propositions

pour une France solidaire dans le monde en 2017

actionaid pour des peuples solidaires

ccfd-terre solidaire

OXFAM France

Secours Catholique Caritas France

Nous appelons les candidat·e·s à l'élection présidentielle de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre aux enjeux écologiques, sociaux, et économiques auxquels l'Humanité est confrontée, dans une perspective de solidarité internationale, **et ainsi à s'engager solennellement à :**

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Nous proposerons une refondation dÈmocratiquedes traitÈs europÈens par la nÈgociationen demandant la fin du dumping fiscal ‡ l'intÈrieurde l'UE par l'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE. Au niveau national, nous obligerons les entreprises ‡ dÈclarerleurs rÈsultatspays par pays et de taxer les bÈnÈficesdes entreprises l‡ o˘ ils sont rÈalisÈs.Nous agirons contre l'Èvasionfiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux et nous renforcerons les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes dans la	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Nous proposons une rÈvolutionfiscale qui rendra notamment l'impÙ sur les revenus plus progressif avec un barÍ me‡ 14 tranches contre 5 aujourd'hui. Nous mettrons fin au quotient conjugual qui favorise les inÈgalitÈssalariales entre femmes et hommes et nous remplacerons l'injuste quotient familial actuel par un crÈditd'impÙ par enfant. Nous ÈvalueronsÈgalemnt chacune des niches fiscales et nous supprimerons les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles Ècologiquement.	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Le programme l'Avenir en Commun prÈ voitde tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu national brut au budget de l'aide publique au dÈ veloppement. Nous mettrons en oeuvre les dispositifs lÈ gauxpour atteindre cet objectif.	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : La proposition 19 de l'Avenir en commun s'intitule "Mettre au pas la finance" et prÈ voitentre autres la sÈ parationdes banqus d'affaires et de dÈ tail, le contrlÈ des mouvements de capitaux et l'instauration d'une taxe rÈ ellesur les transactions financiËres. .	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Le livret programmatique "Une France indÈpendanteau service de la paix" (disponible ‡ l'adresse suivante : https://avenirencommun.fr/livret-garde-nationale-defense/) prÈvoitque l'aide publique au dÈveloppementsera en prioritÈ destinÈe‡ la rÈductionde la pauvretÈ,des inÈgalitÈs‡ l'accËs ‡ la santÈ et l'Èducationet ‡ l'ÈgalitÈentre les femmes et les hommes.	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Nous prÈvoyonsla transition ÈnergÈtiquede la France pour atteindre un objectif de 100% d'Ènergiesrenouvelables en 2050 avec la sortie du nuclÈaireet des Ènergiesfossiles.	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Le livret thÈ matique "Pour une agriculture È cologique et paysanne" (https://avenirencommun.fr/livret-agriculture/) prÈ voit l'abandon des objectifs d'intÈ gration d'agrocarburants et des mesures d'incitation. ¿ terme, il s'agit d'interdire les agrocarburants qui entrent en compÈ tition avec les usages alimentaires, sauf pour l'autonomie de la ferme elle-mÍ me.	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires :	

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires :	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : L'ensemble de nos propositions pour engager la transition de l'agriculture sont disponibles ‡ l'adresse suivante : https://avenirencommun.fr/livret-agriculture/. Notre projet au niveau national sera une vitrine pour la dÈfensede ce modËle au niveau europÈenet au niveau international.	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : L'ensemble de nos propositions sur la politique migratoire et d'accueil des rÈfugiÈs de la France sont disponibles dans le livret thÈmatique "Respecter les migrants, rÈgler les causes des migrations" : https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/	

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Nous refonderons la politique europÈenne de contrôle des frontiËres extÈrieures, en refusant la militarisation et l'externalisation de la politique de contrôle des flux migratoires. L'ensemble de nos propositions sur la politique migratoire et d'accueil des rÈfugiÈs de la France sont disponibles dans le livret thÈmatique "Respecter les migrants, rÈgler les causes des migrations" : https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/	

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : La mesure 17 "Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France" prÈ voit d'imposer le respect de normes sociales et È cologiques pour la commercialisation de produits importÈ s en France. Nous augmenterons immÈ diatement les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limitÈ s.	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Nous dÈ noncerons notamment les accords de partenariat È conomique avec les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique, destructeurs de leurs È conomies et de leur agriculture.	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE ◉	JE NE M'ENGAGE PAS ○
Commentaires : Les mesures que nous prendrons pour abolir le patriarcat au niveau national sont consultables dans le livret thÈmatique dÈdiÈ: https://avenirencommun.fr/livret-de-legalite/ Nous porterons ce combat contre les discriminations ‡ l'Ègard des femmes dans toutes les instances europÈenneset internationales.	

En tant que candidat-e à l'élection présidentielle, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : Charlotte Girard pour	Date : 06 avril 2017
Prénom : Jean-Luc Mélenchon	Signature :

MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER D'ENGAGEMENTS AVANT LE 7 AVRIL 2017.

PAR MAIL :
solidarite2017@ccfd-terresolidaire.org

OU PAR COURRIER :
Direction du Plaidoyer
CCFD-Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier
75001 Paris

15 Propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017

PRENONS le PARTI de la SOLIDARITÉ

http://solidarite2017.org/

Campagne PRENONS le **PARTI** de la **SOLIDARITÉ**
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France
et Secours Catholique-Caritas France.

actionaid pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org
Peuples-Solidaires-en-association-avec-ActionAid
PSo_ActionAid

OXFAM France

oxfamfrance.org
OxfamFrance
oxfamfrance

ccfd-terre solidaire

ccfd-terresolidaire.org
ccfdterresolidaire
ccfd_tsolidaire

Secours Catholique Caritas France

secours-catholique.org
Secours.Catholique.Caritas.france
caritasFrance

Figures Libres / Maud Boyer - Isabelle Vérot - Impression : Sipap-Oudin sur papier 100 % recyclé - Dépôt légal : Février 2017 - Référence : 803 05 17